

# RAMENER LES ÉTATS-UNIS AU BERCAIL

*Maintenant que les Soviétiques acceptent volontiers les Nations-Unies et les autres organisations internationales, les États-Unis restent la seule superpuissance à convaincre.*

PAR THOMAS G. WEISS

LES SOVIÉTIQUES, S'ÉCARTANT NETTEMENT DE leurs discours et de leurs actions passés, renoncent à leur doctrine antérieure pour devenir des adeptes du multilatéralisme et notamment des mécanismes des Nations-Unies visant à prévenir et à limiter les conflits régionaux. Dans son lexique révisé du tiers-monde, le Kremlin ne parle plus de «soutien aux luttes de libération nationale» mais d'«opérations internationales d'établissement et de maintien de la paix». Quant à l'«interdépendance», thème dominant des sciences sociales occidentales depuis les années 1970, le Kremlin a décidé tout récemment de ne plus la vouer aux gémonies.

La nouvelle politique officielle du Kremlin est sans équivoque. Après des décennies d'indifférence ou d'opposition, l'URSS compte aujourd'hui parmi les plus francs partisans de la gestion des conflits et de leur règlement, tels que les Nations-Unies les préconisent. En outre, elle démontre de plus en plus souvent qu'il ne s'agit pas seulement de beaux discours de sa part. Ainsi, elle a accepté la présence des Nations-Unies en Afghanistan et en Angola, a fait pression sur les Vietnamiens pour qu'ils évacuent le Cambodge et semble disposé à régler aux organisations internationales ses arriérés de contributions en devises fortes et à ralentir ses expéditions d'armes.

Cependant, au moment où l'URSS découvrait les Nations-Unies, les États-Unis commençaient à les abandonner. Cette inversion des rôles fut d'autant plus frappante que, sans le ferme soutien politique et financier des Américains, l'organisation mondiale aurait difficilement tenu le coup pendant près de quatre décennies. De bien des façons, l'idée de monter des opérations de maintien de la paix fut une réaction pragmatique de la Maison-Blanche à une époque où la Guerre froide imposait de rejeter l'idée de sécurité collective comme l'expression d'un idéalisme typique des années 1940. Plus particulièrement, les États-Unis payaient habituellement 30 p. 100, au moins, des factures afférentes au maintien de la paix, et parfois beaucoup plus. Sous la présidence de Ronald Reagan, néanmoins, le soutien officiel américain s'est réduit comme une peau de chagrin et, pour finir, Washington est devenu le plus mauvais payeur de l'Organisation. Le multilatéralisme ne s'est pas encore tout à fait remis de cette période de réserve et d'hostilité de la part des États-Unis.

Apparemment, le gouvernement Bush n'estime pas les Nations-Unies aussi défavorables aux intérêts américains que son prédécesseur. Même s'il est trop tôt pour affirmer que le soutien renouvelé des États-Unis à l'ONU est entièrement

acquis, les événements des dix-huit derniers mois permettent un optimisme prudent. Washington a cessé de dénigrer à tout va les Nations-Unies en 1988, quand Ronald Reagan lui-même a rangé sa «doctrine» d'intervention unilatérale et de soutien aux insurgés anticommunistes pour lui préférer des actions onusiennes choisies dans le tiers-monde. Depuis lors, l'ONU a monté cinq nouvelles opérations de maintien de la paix (pour le départ d'Afghanistan de l'Armée rouge, le retrait des troupes cubaines d'Angola, l'arrêt du carnage entre l'Iran et l'Iraq, la transition pacifique de la Namibie à l'indépendance, et la contribution à une dépolitisation de l'Amérique centrale), toutes pleinement soutenues par les États-Unis et toutes bénéfiques à leur politique étrangère. De plus, la mise en place, sous l'égide des Nations-Unies, d'une administration intérimaire au Cambodge et l'envoi sur place d'une force de maintien de la paix nombreuse, comme cela a été proposé récemment, permettraient à Washington d'abandonner une politique qui n'était ni morale ni sensée. En effet, jusqu'à présent, les États-Unis insistaient pour que les Khmers rouges fassent partie du gouvernement cambodgien.

Le Canada, fervent partisan et pilier des missions de maintien de la paix, doit faire son possible pour que les États-Unis réintègrent pleinement les institutions multilatérales. Étant donné qu'ils ont renoncé au rôle dominant qu'ils jouaient au siège des Nations-Unies, les États-Unis sont forcés de réagir au volte-face de l'URSS en faveur de l'ONU et à certaines de ses initiatives intéressantes. Il n'est plus question, en effet, de rejeter les propositions soviétiques sous le seul prétexte qu'elles sont soviétiques.

Même si l'on ne connaît pas beaucoup ces organisations ni aux États-Unis ni ailleurs, le Canada ne devrait pas manquer une occasion de souligner combien la Mission de bons offices de l'ONU en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP), la Mission d'observation de l'ONU pour la vérification des élections au Nicaragua (ONUVEN), le Groupe d'observateurs militaires des Nations-Unies en Iran-Iraq (GOMNUII), le Groupe d'assistance des Nations-Unies pour la période de transition (GANUPT) et le Groupe d'observateurs des Nations-Unies en Amérique centrale (ONUCA) servent et ont servi les intérêts américains. Bien que plus de la moitié de la dette des Nations-Unies (un milliard de dollars) soit imputable aux États-Unis et que Washington brandisse souvent la menace financière, d'autres pays

assument aussi de grandes responsabilités. Environ 80 000 soldats canadiens (ce qui équivaut aux effectifs actuels des Forces armées canadiennes) ont porté le béret ou le casque bleus; sur les 14 000 soldats des Nations-Unies aujourd'hui répartis dans le monde, 1 200 sont canadiens. Avec d'autres pays, le Canada expose la vie de ses soldats et n'est remboursé qu'en partie pour une fonction internationale qui, en définitive, sert les intérêts des États-Unis et de l'Occident.

OTTAWA DEVRAIT IMPOSER SON PROPRE AVIS SUR les opérations de maintien de la paix dans le programme bilatéral américano-canadien et dans les discussions de l'OTAN sur les structures militaires appropriées et sur la nature de la répartition des charges. À cause de l'échiquier politique intérieur américain (vu, notamment le puissant lobby pro-israélien et l'aile droite du parti républicain qu'il faut régulièrement calmer), le gouvernement Bush devra peut-être mettre un frein au soutien qu'il commence d'accorder aux Nations-Unies. Au mois de décembre, par exemple, Washington a de nouveau émis des doutes sur le financement de l'ONU et sur le multilatéralisme, cette fois à propos d'une éventuelle promotion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au sein des Nations-Unies. Le vice-président Quayle a immédiatement donné le ton à la campagne en laissant entendre, avec une certaine malice, que le futur financement américain dépendrait probablement d'une annulation de la résolution de l'Assemblée générale qui, en 1975, avait assimilé le sionisme à une «forme de racisme». Il y a longtemps que tout le monde a oublié cette résolution considérée comme une erreur, mais le Congrès, qui tient absolument à la faire annuler, ne voit pas combien un tel revirement se révélerait nocif et impossible si aucune percée diplomatique n'intervient au Moyen-Orient.

À New York et à Washington, les observateurs avertis ont du mal à comprendre cette marche arrière inopportune et, vue du Canada, l'inconstance américaine semble totalement insondable. Les Canadiens et Canadiennes prennent au sérieux, mais sans exagération, les obligations découlant des traités internationaux en vertu desquelles les États membres doivent payer leurs contributions. Ils posent donc trois questions à leur voisin méridional, à savoir : pourquoi y aurait-il deux poids, deux mesures ? Est-il bien membre de l'ONU ou pas ? Les opérations de maintien de la paix ne servent-elles pas ses intérêts ?

Le Canada devrait faire clairement comprendre que ce n'est pas uniquement un instinct de moyenne puissance qui le pousse à appuyer fer-